

II Y AURA UNE REPRISE DE LA LUTTE DES CLASSE?

Luc Thibault, 14 Février 2022

INTRODUCTION

Préparez-vous pour 2024: les troubles sociaux atteignent leur pic deux ans après la fin d'une pandémie". Tel est le titre d'un éditorial de la revue belge **Businessam!** **Prémonitoire? Nous l'espérons bien!**

“La menace d'un conflit social est perceptible dans toute une série d'économies émergentes. Certains pays, comme le Maroc, la Tunisie et la Thaïlande, qui dépendent fortement du tourisme et important la majeure partie de leur énergie, semblent particulièrement vulnérables. Il en va de même pour des pays comme le Bangladesh, la Roumanie et la Turquie . Dans ces pays, et notamment dans les plus pauvres, le revenu par habitant n'évolue plus dans le sens de celui des pays développés. Les tensions y sont également plus fortes. Parce que les dépenses alimentaires et énergétiques ont un poids plus important dans les dépenses des ménages. Mais ceux qui pensent que l'Europe est une exception se trompent. M. Caffet s'explique. « La fatigue de la crise du Covid, causée par des mesures sanitaires sans fin, le sentiment de déclin de la classe moyenne, qui a vu son revenu réel stagner au cours des 30 dernières années, la hausse de l'inflation et l'augmentation des inégalités forment une combinaison dangereuse. »

La Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la France et le Royaume-Uni, notamment, sont confrontés à des troubles sociaux croissants. Tout comme les États-Unis et le Japon, d'ailleurs. Quels sont donc les pays émergents particulièrement vulnérables sur le plan économique à l'heure actuelle ? *« Tous les pays qui ont un déficit important de leur balance courante et qui, en même temps, important beaucoup d'énergie. D'autant plus que la hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine aura un fort impact sur les flux de capitaux internationaux. Comme c'est le cas chaque fois que les États-Unis resserrent leur politique monétaire »,* expose M. Caffet. (...) *On peut en conclure que toutes ces crises sanitaires ont conduit à une augmentation significative de l'agitation sociale. « Au fur et à mesure que la pandémie se résorbe, on peut s'attendre à ce que les troubles réapparaissent dans des endroits où ils existaient auparavant »,* écrivent les chercheurs. *L'agitation sociale semble atteindre son apogée deux ans après la fin de la pandémie”.*

(Source: https://fr.businessam.be/preparez-vous-pour-2024-les-troubles-sociaux-atteignent-leur-pic-deux-ans-apres-une-pandemie/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter_du_jour_les_verts_calment_le_jeu_sur_la_sortie_du_nucleaire_les_troubles_sociaux_atteignent_leur_pic_deux_ans_apres_la_fin_d_une_pandemie_facebook_sort_du_top_10&utm_term=2022-02-18)

1. LA GRÈVE DES LIVREURS CORÉENS

“Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs Cette union est facilitée

par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple le bill de dix heures en Angleterre.

En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de sa propre éducation, c'est-à-dire des armes contre elle-même". (Le Manifeste du parti communiste – 1848)

Dans notre dernier article sur la Corée du sud

(<https://pasadoypresentedelmarxismorevolucionariohome.files.wordpress.com/2021/06/1-t-suite-de-greves-en-coree-du-sud.pdf>), nous avons parlé des différents mouvements de grève qui avaient bien secoués la péninsule coréenne, en l'occurrence il s'agissait de la *Samsung Electronic*, de *Renault Samsung Motors* et du secteur de la *logistique* qui nous intéresse de nouveau.

Après des journées de grève à répétition, sous la pression du gouvernement et des syndicats, un accord avec les plateformes fut signé en janvier 2021. Il encadrait la durée quotidienne de travail, dans un pays où la durée légale est de 52 heures hebdomadaire, il était avant de 68heures. L'accord interdisait les livraisons après 21 heures et contraignait les entreprises à employer de nouveaux salariés pour trier les colis. Initialement cet accord devait être appliqué en juin, mais finalement son entrée en vigueur avait été reportée à janvier 2022, mais cela ne fut jamais été respecté!

Ces derniers mois, ce sont les livreurs qui se mobilisent et mettent le pays sous pression. À plusieurs reprises des grèves ont eu lieu dans ce secteur, malgré les interdictions de se rassembler à cause de la pandémie. Les syndicats pointaient du doigt la hausse des accidents des deux roues, leur absence de sécurité sociale et une hausse des prix de livraison. Si leurs conditions de travail semblent moins extrêmes que celles décrites par leurs collègues des plateformes d'achat en ligne, elles restent pourtant très précaires. Le retour des restrictions sanitaires a réaffirmé à nouveau la dépendance à ces livreurs de l'économie coréenne. La pandémie a fait grimper en flèche le nombre de travailleurs de ses plateformes qui représentent 8.5% de l'intégralité des travailleurs coréens.

Environ 2000 travailleurs syndiqués travaillant en sous-traitance pour *CJ Logistics* sont en grève depuis le 28 décembre, soit 8,5 % du total des employés selon la *Cj Logistics*, pour réclamer une augmentation de salaire. Les travailleurs en grève sont membres d'un syndicat affilié à la

Confédération coréenne des syndicats. Quelque 200 travailleurs se sont rassemblés mardi 8 février devant la maison du président de *CJ Group*, *Lee Jay-hyun*, dans le district de *Jung*, au centre de Séoul. Les travailleurs en grève, ont décidé de se diviser en groupes de 200 personnes et se relaieront pour protester devant la maison de *Lee* afin de respecter les règles de distanciation sociale autorisant les rassemblements de 299 personnes au maximum, tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction.

Contrairement à ce qui se passe en Europe, *Uber*, *Amazon* ou *Deliveroo* ne dominent pas le marché de la livraison en Corée du Sud. Ce sont leurs homologues locaux, *Lotte*, *Hanjin*, *Coupang* ou encore *CJ Logistics* qui contrôlent ce secteur devenu essentiel à la vie des 25 millions d'habitants de Séoul. Leurs livreurs se déplacent en scooter ou en camion, la ville étant trop grande et au relief trop accidenté pour les vélos. *CJ Logistics* affirme que seulement 4 % des livraisons sont retardées, a déclaré *Jin Kyung-ho*, un dirigeant des travailleurs syndiqués, *"mais nos collègues affirment que c'est le cas d'environ 20 %, et nous ne mettrons pas fin à la grève."*

"La société a demandé l'arrêt de la grève, exprimant sa déception face aux revendications sans fondement et aux calomnies malveillantes du syndicat", peut-on lire dans le communiqué. "Nous nous excusons pour les retards de livraison dus à la grève et nous ferons de notre mieux pour normaliser nos services." (Font Korean JoongAng Daily 18.01. 2022)

Le 11 février, environ 200 membres du syndicat des travailleurs du service de livraison porte-à-porte ont fait irruption au siège de *CJ Logistics* et ont occupé "illégalement" le hall d'entrée et certains espaces de bureaux, a déclaré *CJ Logistics* dans un communiqué. *"Ils ont endommagé des biens de l'entreprise et utilisé la violence contre les employés de CJ Logistics". "Nous condamnons fermement l'occupation illégale et la violence des syndicalistes et exigeons le retrait immédiat et la démission des responsables de ces activités illégales", a répondu CJ Logistics. "Nous tiendrons tous les syndicalistes impliqués pour responsables pénalement et civilement et nous nous en tiendrons à un principe de non-tolérance."* (Font: BusinessKorea 11 février 2022).

Le syndicat des livreurs de *CJ Logistics* a demandé aux livreurs de *Lotte Global Logistics*, *Hanjin Transportation* et d'autres entreprises de logistique de *se joindre à leur grève en cours pour étendre le mouvement*. *CJ Group* est l'un des plus grands conglomérats de Corée du Sud. Il comprend de nombreuses entreprises dans divers secteurs : produits et services alimentaires, produits pharmaceutiques, biotechnologie, divertissement et médias, achats à domicile et logistique. Un véritable "trust"

L'enfer du "paradis Coréen" pour les livreurs

Ce n'est pas la première fois que nos camarades se mettent en grève. Les livreurs sud-coréens s'étaient déjà mis en en grève indéfiniment en 2021 pour exiger que les employeurs s'en tiennent à un accord pour éviter le surmenage, au milieu d'un boom des achats en ligne déclenché par Covid-19. Environ 2 100 membres du *Syndicat de solidarité des travailleurs* de la livraison de colis, sur un total de 6 500 membres, avait quitté le travail pour se joindre à des rassemblements suite à l'échec des pourparlers du syndicat avec le gouvernement et les grandes entreprises de logistique. Des entreprises telles que *CJ Logistics*, *Lotte Global Logistics* et *Hanjin Transportation* avaient promis de mettre en œuvre des mesures pour alléger le fardeau des chauffeurs-livreurs épuisés, telles que l'embauche de plus de

travailleurs pour trier les colis ou l'utilisation de la technologie pour automatiser le processus. Mais ils n'avaient pas tenu parole.

Les responsables syndicaux ont déclaré que les entreprises de logistique avaient “gagné d'énormes profits pendant des décennies” obligeant les livreurs à trier les colis pendant des heures “gratuitement”. Les travailleurs soutenaient justement, que le tri des colis devait être *un travail distinct* puisque la plupart des coursiers sont embauchés à contrat et payés en fonction du nombre de colis envoyés, et non du nombre d'heures chronométrées. A l'époque le géant du commerce électronique *Coupang*, largement connu sous le nom de *l'Amazon sud-coréen*, avait fait face à une pression croissante du public pour mieux traiter ses livreurs directement embauchés, après que l'un d'eux soit devenu le 17^e décès de ce type en mars 2021. Avant la pandémie, de un à quatre coursiers mouraient chaque année, selon les données du gouvernement. *Coupang* avait annoncé son intention d'autoriser ses livreurs à prendre un mois de congé payé lorsqu'ils avaient besoin de se reposer, dans le cadre des efforts visant à “*améliorer les conditions de travail de tous les chauffeurs de l'industrie logistique coréenne*”.

Il y a environ 40 000 *chauffeurs-livreurs* travaillant en Corée du Sud. Ils se plaignent depuis très longtemps du surmenage et la situation s'est aggravée l'an dernier après une forte augmentation de la demande pour leurs services. Un total de 3,37 milliards de colis ont été livrés l'année dernière, marquant une augmentation de 21% alors que de plus en plus de personnes sont passées aux achats en ligne pendant la pandémie. Le marché de la livraison de nourriture a connu une croissance explosive de 79% pour atteindre 17,4 billions de won (20,7 milliards de dollars singapouriens) l'année dernière, alors que les gens évitaient de manger au restaurant après le pic d'infections. De nos jours, les livreurs sont connus pour travailler 12 à 14 heures par jour – contre 10 heures avant la pandémie.

Si le salaire à la fin du mois peut paraître correct, c'est parce que les livreurs se mettent en danger, Ils font cinq livraisons par heure, alors qu'en respectant les limitations de vitesse, ce serait plutôt deux maximum . Si les accidents de la route dans leur ensemble ont chuté en 2020, ceux des deux-roues ont augmenté d'environ 10% (Fatal motorcycle accidents up due to upsurge in food delivery orders <https://www.ajudaily.com/view/20201125154050644>). En cause, entre autres, des fortes pluies qui ont rendu la chaussée glissante, mais surtout cette nécessité de *livrer plus pour gagner plus!* Des décès parmi leurs livreurs, sont liés à une surcharge de travail et des salaires extrêmement bas (0,45 € à 0,60 € par livraison!). Non seulement les travailleurs sont mal payés et ont de longues journées de travail, mais le stress et les exigences physiques ont conduit à la “*gwarosa*”, littéralement la mort par surmenage. Sur les 16 décès de l'année dernière, certains sont morts d'une crise cardiaque tandis que d'autres ont souffert d'une hémorragie cérébrale. Un chauffeur s'est suicidé en octobre dernier, laissant derrière lui un mot : “*Je suis trop fatigué*”.

Les grévistes sont membres d'un syndicat affilié à la *Confédération coréenne des syndicats*, le *Parcel Delivery Workers Union* (PDWU) le plus radical des deux principaux groupes syndicaux. Les livreurs affirment que *CJ Logistics* les contraint à la surcharge de travail en signant un “*contrat d'esclavage*” qui prévoit une semaine de travail de six jours et des livraisons le jour même. Un travailleur gagne entre 3 000 won (2 €) et 10 000 won (7 €) par livraison. Le tarif de livraison dépend de la distance et des conditions climatiques. La *Korea Enterprises Federation* (KEF) a demandé “instamment au syndicat de mettre fin à la grève, qui causera des dommages aux moyens de subsistance des gens et à l'économie nationale dans la poursuite de leur propre intérêt et en utilisant une certaine entreprise

comme excuse", a-t-elle déclaré dans un communiqué lundi. KEF a ajouté que l'impact de la grève sur la vie quotidienne des gens sera "intense", car Covid-19 a augmenté le besoin de faire des achats sur Internet.

Le raz le bol de la classe ouvrière coréenne

La Corée est secouée régulièrement par des grèves et cela depuis déjà quelques années. L'organisation syndicale et la conscience de classe du prolétariat coréen ne cesse de croître, dans un cadre d'une très grande répression syndicale et policière. La dernière grève Générale avait vu la participation de plus d'un demi-million de travailleurs; en 1997 il y avait eu la grève générale chez **Hyundai** qui avait bloquée toute la production pendant des mois avec plus de 220.000 grévistes et une perte sèche de plus de 112 millions de dollars, suivit en 2020 du débrailage chez **Kia** et **Gm** pour les salaires et les retraites.

Le 20 octobre 2021, au moins un demi-million de travailleurs en Corée du Sud, issus des secteurs de la construction, des transports, des services et autres, avaient quitté leur emploi lors d'une grève générale. La grève aboutira à une mobilisation nationale de toutes les catégories professionnelles en janvier 2022. La *Confédération coréenne des syndicats* (KCTU), le plus grand syndicat du pays avec 1,1 million de membres, organisa ces mobilisations dans un large front avec les pauvres des villes et les agriculteurs de Corée du Sud. Les revendications de la grève peuvent être résumées ainsi: Abolir le "travail irrégulier" (travail à temps partiel, temporaire ou contractuel avec peu ou pas d'avantages) et étendre les protections du travail à tous les travailleurs ; nationaliser les industries clés et socialiser les services de base comme l'éducation et le logement.

Aujourd'hui, la Corée du Sud se classe *troisième pour le nombre d'heures de travail annuelles* les plus élevées et, en 2015, elle était troisième pour *les décès au travail* parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Plus de 40 % de tous les travailleurs sont considérés comme des "*travailleurs irréguliers*". Comme aux États-Unis, bon nombre de ces travailleurs irréguliers travaillent dans l'économie des *petits boulots*. Avec une économie et une société dominées par des conglomérats d'entreprises connus sous le nom de *chaebol*, les Sud-Coréens font face à des perspectives de plus en plus sombres. La spéculation immobilière a conduit à une crise du logement, et la privatisation de l'éducation et des soins de santé ont accru les disparités. Alors que la Corée du Sud subit le contre-coup des effets du COVID-19 sur l'économie mondiale, ces crises n'ont fait que s'aggraver. Il est bien peu de dire que les *Chaebols* occupent une place dominante dans l'économie sud-coréenne. Ces conglomérats d'entreprises familiales, entretenant entre elles des participations croisées, se sont principalement développés dans les années 1960 grâce à leurs liens étroits avec l'Etat qui leur accorde de nombreux privilèges. Caractérisés par leur modèle d'investissement tentaculaire, élargissant constamment leurs activités, les Chaebols fédèrent de nombreuses filiales dans des domaines très diversifiés. Les plus grands sont d'ailleurs connus de tous: *Samsung, LG et Hyundai*, pour ne citer qu'eux. Leurs présidents sont même considérés comme des célébrités en Corée du Sud. (Source: Les Chaebols sud-coréens en 10 points: <https://asialyst.com/fr/2017/09/13/memo-chaebols-sud-coreens-10-points/>)

Derrière l'électronique brillante et les voitures pour lesquelles les *chaebols* comme *Samsung, Hyundai* ou *LG* sont connus se *cachent d'innombrables histoires d'exploitation*. Cette année, par exemple, le

personnel de nettoyage des tours jumelles LG (le siège social du gratte-ciel de l'entreprise) a campé à l'extérieur du bâtiment de l'entreprise pendant 136 jours pendant les mois d'hiver les plus froids pour protester contre les licenciements et les conditions de travail abusives. LG a engagé des nervis pour verser de l'eau dans les tentes des travailleurs pendant leur sommeil. L'exploitation et les conditions dangereuses sont uniformes dans toutes les industries. Les mineurs de charbon de *Korea Coal*, une société publique d'extraction de charbon, souffrent de problèmes de santé dus à l'inhalation de poussière de charbon et au surmenage.

Comment nous en sommes arrivés là? **Pas de mystère! Exploitation capitaliste!** Souvent saluée comme “*un miracle sur le fleuve Han*”, l'histoire du développement économique en Corée du Sud a toujours eu ses gagnants et ses perdants. *Quarante ans de dictatures de droite soutenues par les États-Unis* ont établi les conditions politiques de la croissance de l'industrie sud-coréenne. On ne peut pas faire toute cette période dans cet article, mais une description Générale rapide brosse un tableau effrayant : participation à la guerre du Vietnam, séparation des familles et vente d'enfants via le système d'adoption transnational, gestion par l'État d'une industrie du sexe destinée à l'occupation des troupes américaines , des décennies de loi martiale et de terreur d'État anticommunist, ont toutes joué leur rôle dans la montée des *chaebols*. La confrontation entre *le travail et le capital* en Corée du Sud aujourd'hui est un autre chapitre de cette histoire sanglante.

Depuis la dictature de *Chun Doo-hwan* dans les années 1980, les réformes néolibérales ont progressivement supprimé les politiques protectionnistes de la Corée du Sud, ouvrant ses marchés et ses ressources aux investisseurs étrangers au détriment des travailleurs. Au milieu des années 90, la Corée du Sud a reçu une ruée de 100 milliards de dollars de prêts étrangers. Lorsque la crise financière asiatique de 1997 a frappé, l'économie s'est rapidement dégonflée avec le retrait des capitaux étrangers. Alors que la faillite nationale se profilait, la Corée du Sud fut forcée de se tourner vers le *Fonds monétaire international* (FMI) pour obtenir de l'aide. Mais le prêt du FMI était assorti de conditions bien évidemment! Comme elle le sont pour tous les pays où arrivent “l'aide” du *Dracula FMI!* Les politiques d'ajustement structurel ont démantelé les protections durement acquises par les travailleurs, les entreprises publiques ont été privatisées et les marchés intérieurs ont été ouverts aux capitaux étrangers, qui sont revenus pour dévorer les actifs coréens bon marché. En 2004, jusqu'à 44% de la capitalisation boursière totale de la Corée du Sud était détenue par des étrangers, principalement des États-Unis, de l'UE et du Japon.

La crise de 1997 et ses conséquences ont finalement conduit à des *licenciements massifs*, à l’*irrégularité* des travailleurs sud-coréens et au doublement du taux de pauvreté en une seule décennie. Malgré une transition démocratique apparente à la fin des années 1980, le peuple sud-coréen n'est pas propriétaire de l'économie sud-coréenne. Les dettes d'un ménage moyen s'élèvent à près du double de son revenu annuel. Soixante-quatre *chaebols* revendiquent 84 % du PIB, mais ne fournissent que 10 % des emplois. En fait, le Sud-Coréen moyen a moins son mot à dire au gouvernement que les entreprises américaines, qui ont le pouvoir en vertu de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée de 2007 de contester légalement les lois qu'ils trouvent défavorables.

Les “bienfaits” du capitalisme coréen

Nous devons nous arrêter ici pour faire comprendre la réalité sociale de la Corée du sud; dans lequel se développe la grève dont nous parlons; qui n'est celle que l'on croit! La Corée du Sud occupe *la quatrième position en matière de pauvreté relative* parmi les 37 pays de *l'Organisation de coopération et de développements économiques* (OCDE), ont montré les données publiées ce lundi par l'organisation internationale. Le taux de pauvreté relative du pays, se référant au pourcentage de personnes ayant un revenu inférieur à 50% du revenu médian, s'élevait à 16,7% en 2018-2019, selon l'OCDE.

Ce taux signifierait qu'un citoyen sur six gagne moins de 50% du revenu médian. La moitié du revenu médian s'élève à 914.000 wons (soit environ 666 euros) pour un foyer d'une seule personne puis 1,54 million de wons (1.126 euros) pour un ménage composé de deux personnes, 1,99 millions de won (1.453 euros) pour trois personnes et 2,44 millions de wons (1.779 euros) pour quatre personnes. Les trois pays au plus haut niveau en termes de pauvreté relative sont le Costa Rica (20,5%) suivi des Etats-Unis (17,8%) et d'Israël (16,9%). La moyenne des pays de l'OCDE s'est élevée à 11,1% avec à la suite du classement le Japon (15,7%), l'Italie (14,2%), l'Angleterre (12,4%), le Canada (11,6%) et la France (8,5%).

Le vieillissement accéléré de la société pourrait être un facteur important du taux élevé de pauvreté relative en Corée du Sud. Le taux de pauvreté chez les personnes âgées de plus de 65 ans s'élevait à 43,4% en 2018, un chiffre trois fois supérieur à la moyenne de l'OCDE (15,7%) marquant le plus haut niveau parmi ses 37 membres. *le taux de suicide dans le pays est désormais le pire de toutes les nations de l'OCDE, avec un ratio de 24,7 pour 100.000 habitants!* L'accélération du vieillissement de la société sans préparation financière adéquate a largement contribué à la croissance rapide de la pauvreté relative. Ces données concernant la pauvreté relative reflète également le fléau de la société coréenne au centre de la série diffusée sur Netflix "Squid Game" qui fait l'objet d'un phénomène mondial. Le quotidien britannique *The Guardian* a évoqué les inégalités économiques en Corée du Sud au travers de *Squid Game*. Sous le titre "*Squid Game : le spectacle d'horreur infernal qui prend d'assaut le monde entier*", *The Guardian* a souligné que "*oui, les jeux sont terrifiants mais à quel point sont-ils pires que des gens vivant la moitié de leur vie avec des dettes sans fin ?*" (*Squid Game lays bare South Korea's real-life personal debt crisis- <https://www.theguardian.com/world/2021/oct/08/squid-game-lays-bare-south-koreas-real-life-personal-debt-crisis>*).

S'ajoutent à cela une crise du logement provoquée par la spéculation immobilière, la pression scolaire extrêmement forte et le chômage chez les jeunes qui touche 21,6% des 25-29 ans qui créent un sentiment de « *génération perdue* » chez les jeunes Coréens. *Bref, les contradictions du modèle sud-coréen semblent éclater au grand jour!*

Les prolétaires Sud-Coréens en grève ... un appel à le faire partout!

Durant la dernière grève Générale, le demi-million de travailleurs sud-coréens avaient quitté leur emploi, demandant l'abolition de toutes les formes de *travail irrégulier*. Ils exigeaient également la fin des lacunes dans les lois du travail qui permettaient aux employeurs de priver leurs employés de droits fondamentaux, tels que *le droit d'organisation, l'accès aux avantages sociaux et l'indemnisation des accidents du travail*. Face à la pandémie de COVID-19, à la crise climatique et à un nouvel effort du gouvernement pour construire une économie numérique, les travailleurs exigeaient également que les futures décisions de restructuration économique soient déterminées conjointement par les travailleurs

et la direction. Les travailleurs n'exigeaient pas seulement que le gouvernement fasse des changements pour eux; ils se battaient pour plus de pouvoir pour déterminer eux-mêmes ces changements.

Une des demandes fut la volonté de nationaliser les industries en difficulté qui avaient licencié en masse les travailleurs, notamment les industries du transport aérien, de la construction automobile et de la construction navale. Après des décennies d'austérité, la KCTU mit l'État au défi de prendre ses responsabilités et de garantir le logement, les soins de santé, les soins aux personnes âgées, la garde d'enfants et l'éducation pour tous. Ses demandes de réformes sociales incluent l'augmentation des unités de logement public de 5% à 50% de tous les logements disponibles, la gratuité des classes préparatoires à l'université pour tous et l'embauche d'au moins un million de travailleurs sociaux pour assurer la gratuité des soins aux personnes âgées et aux enfants, pour toutes les familles.

En d'autres termes, d'une façon ou d'une autre ils étaient, et sont obligés d'avancer des questions qui vont au delà de la dimension purement revendicatif, des problèmes politiques, mais, en absence *d'une direction politique marxiste et révolutionnaire*, inévitablement *la pratique classiste de leur lutte se mêle avec des illusions réformistes*. Ceci étant dit, les généreuses luttes syndicales qui secouent la Corée, offrent des opportunités pour tisser des liens internationaux entre les travailleurs pour faire face à leur exploitation. Comme nous le verrons dans une autre note de ce blog, la logistique est partout secouée par des lutes importantes.

Les exigences des travailleurs coréens dépassaient largement, l'amélioration de leur conditions de vie et de travail, et les travailleurs s'attendaient bien sûr à payer un lourd tribut. L'État sud-coréen réagit par une répression préventive, emprisonnant le président de la KCTU Yang Kyung-soo et au moins 30 autres organisateurs syndicaux. Alors que les grévistes quittaient leur emploi, les travailleurs s'attendaient à ce que le gouvernement et les entreprises réagissent, comme ils l'avaient fait par le passé, *en emprisonnant d'autres dirigeants syndicaux et en infligeant des amendes très lourdes et des poursuites aux travailleurs pour leurs activités syndicales et politiques*.

Les travailleurs sud-coréens ont jeté le gant et nous devrions tous y prêter une attention particulière. Alors que la dynamique en jeu dans la grève de *Cj Logistics* est particulière à la Corée, le sort des travailleurs précaires sous le poids du néolibéralisme est *une lutte mondiale*. Les bourgeois et leurs larbins politiques ou syndicaux, ne doivent pas considérer la lutte en Corée du Sud comme une... *préoccupation lointaine*. Les conditions auxquelles sont confrontés les travailleurs sud-coréens aujourd'hui sont la conséquence de plus de 70 ans de développement capitaliste à l'ombre de *l'hégémonie militaire et financière américaine*. Compte tenu de la position impérialiste des États-Unis dans l'économie mondiale et de leur longue et violente histoire en Corée, la solidarité des travailleurs américains y est particulièrement importante. Mais celle aussi des travailleurs européens.

* * *

Ce pas en avant de la classe ouvrière coréenne, nous le saluons avec joie et nous saluons plus encore l'avenir qu'il laisse entrevoir, là-bas et ... ici avec *l'aggravation de la crise économique mondiale*. Le heurt continu entre la satisfaction de ses besoins élémentaires et l'intransigeance du patronat et de l'État (simple représentant de la société capitaliste toute entière) sera l'école de la lutte de classe et le

terrain sur lequel pourront se développer le parti communiste et la lutte révolutionnaire. Au moment où nous finissons cet article la lutte continue et cherche une solidarité avec son mouvement, des grèves sont parties chez *Samsung*, chez *Hyundai*!

“C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur”. (Trotsky Histoire de la révolution Russe).

2. LE TRAVAILLEURS DE LA LOGISTIQUE BOUGENT

Un peu partout, le travailleurs de la logistique bougent, et à ce titre, les luttes en Italie sont très importantes et très significatives et y sont réprimées régulièrement avec la sainte bénédiction de tout l'appareil répressif de l'Etat italien! (Voir les lutes menées par les syndicats SiCobas et Usb en Italie, lutes très dures et très réprimées par la police).

En France, le secteur de la logistique, hors transport, regroupe à lui seul un million 900 d'emplois . (<https://www.regionsjob.com/actualites/logistique-transport-chiffres-cles.html>). Il s'agit en grande majorité d'emplois ouvriers, disséminés dans des ports et des aéroports, dans des entrepôts de la grande distribution, de la messagerie, du commerce ou de l'industrie. Au sein du monde ouvrier, les logisticiens représentent désormais 16 % des emplois contre seulement 8 % dans les années 1980, un basculement observable dans la plupart des pays occidentaux. Cette invisibilisation a été favorisée par le développement de la sous-traitance, qui permet aux grands groupes, tels que Carrefour ou Amazon, de mettre en avant leur « cœur de métier » (le commerce pour Carrefour, la vente en ligne pour Amazon) afin de valoriser leur activité et leur image. Si le monde ouvrier semble disparaître dans les pays du capitalisme avancé, c'est donc avant tout en raison d'un certain ethnocentrisme de classe qui se limite à constater le déclin des forteresses industrielles et empêche de regarder les lieux où le travail ouvrier s'est progressivement déplacé! La classe ouvrière n'est pas morte!

“Les mutations récentes du travail logistique s'inscrivent dans un mouvement de rationalisation qui traverse différents secteurs d'activité du tertiaire. On peut schématiquement retracer celle-ci en dégagant deux dynamiques à la fois distinctes et parallèles. La première concerne l'externalisation des fonctions d'entreprise qui ne sont pas considérées comme suffisamment profitables, ce processus étant caractéristique des restructurations productives opérées dans l'industrie depuis une quarantaine d'années. La seconde a trait aux processus d'internationalisation des économies et au développement massif d'infrastructures dédiées à l'acheminement et au stockage des marchandises. La progressive délégitimation à des sous-traitants des fonctions de transport et de stockage, considérées comme subalternes et peu valorisables par les grands groupes industriels et commerciaux, a relancé, au cours des années 1980, le déploiement logistique. Ce processus a impulsé le développement d'entreprises spécialisées qui opèrent pour compte d'autrui et qui se chargent de la gestion des flux et de l'acheminement des marchandises. Ces entreprises, d'envergure nationale et qui, de plus en plus souvent, sont des multinationales, ont construit l'épais réseau d'entrepôts qui entoure désormais chaque centre urbain et de consommation. Ainsi, une part importante des emplois du secteur créés

seces trente dernières années résulte d'un basculement des activités logistiques vers des entreprises sous-traitantes ou des filiales intégrées. La constitution de la logistique en tant que secteur autonome résulte de ce basculement. En témoignent la faible structuration des relations professionnelles, avec des conventions collectives récentes et fragmentées, mais aussi les difficultés rencontrées par les statistiques publiques à fournir une image claire du secteur en raison de ses frontières poreuses ”

(Les mondes logistiques-<https://www.cairn.info/revue-travail-et-emploi-2020-3-page-5.htm#pa14>)

La dernière grève de la logistique en Corée en 2021, avait lieu en concomitance avec une grève générale de tout le syndicalisme de base en Italie et cela depuis des années le 11 octobre 2021, et au même moment aux USA, avait lieu le “striketober”, avec déjà plus de 100 000 grévistes à travers le pays. (Voire notre note dessous)

2. GRÈVE DES STRIKTOBER AUX USA

Ce mois d'octobre 2021 fut, en fait, l'étape la plus récente d'un mouvement amorcé depuis plusieurs années aux USA. Ainsi, l'année 2018 avait déjà été marquée par une importante grève des enseignants et 2019 avait connu 25 « interruptions de travail majeures » (c'est-à-dire un mouvement de grève d'au moins 1000 salariés). Un record depuis 2001, puisque si la grève n'est pas une nouveauté dans l'histoire du pays (le Bureau du Travail en relevait pas moins de 5 716 pour la seule année 1971) elle avait presque disparu du paysage social américain depuis la répression des années 80.

Entre la vague de grèves, en majorité sauvages, du début de la crise sanitaire et les actions syndicales d'envergure d'octobre 2021, la grève avait été saisie comme outil de lutte par le mouvement Black Lives Matter, et le patronat s'était inquiété de la Great Resignation, ou Big Quit, cette vague de démissions sans précédent qui avait vu en moyenne 4 millions d'Américains quitter leur emploi chaque mois, depuis avril 2021! Déjà l'année 2018 avait déjà été marquée par une importante grève des enseignants et 2019 avait connu 25 interruptions de travail majeures (c'est-à-dire un mouvement de grève d'au moins 1000 salariés). Un record depuis 2001, puisque si la grève n'est pas une nouveauté dans l'histoire du pays (le Bureau du Travail en relevait pas moins de 5 716 pour la seule année 1971) elle avait presque disparu du paysage social américain depuis la répression des années 80.

La crise sanitaire du Covid a été un accélérateur de la conflictualité sociale aux États-Unis comme en Corée. Si le taux d'approbation des syndicats dans la population était en 2021 au plus haut (68%) depuis 1965, c'est l'aboutissement d'une tendance amorcée dès 2016, selon l'Institut Gallup, qui en mesure l'évolution depuis les années 30. La pandémie a mis elle aussi le feu aux poudres!

En effet, tout d'abord parce qu'elle a accentué les inégalités, (Source : Inequality has been building for decades in the U.S., but experts say the pandemic 'ripped it open' – <https://www.cnn.com/2020/10/23/coronavirus-is-exacerbating-economic-inequality-in-the-us.html>.)

Les entreprises Kelloggs, John Deere et Kaiser Permanente, qui avaient à elles seules 35 400 grévistes, voyaient leurs bénéfices augmenter pendant la pandémie. Licenciée en masse, succombant au Covid (États-Unis : le Covid a fait 140.000 orphelins, les enfants noirs beaucoup plus touchés <https://www.tf1info.fr/international/etats-unis-le-covid-a-fait-140-000-orphelins-les-enfants-noirs-beaucoup-plus-touchees-2198360.html>, perdant parfois tout, la majorité de la population a, quant à elle,

vu ses conditions de vie et de travail se dégrader sévèrement. Mais aussi parce que les périodes de restrictions et fermetures, instaurées pour lutter contre la pandémie, ont eu des conséquences notables sur le rapport au travail de nombre d'Américains. Chez ceux qui se sont retrouvés sans emploi (licenciés ou en chômage partiel), la motivation manque pour retourner occuper des postes précaires, mal payés et difficiles, le tout dans de mauvaises conditions sanitaires. Quant aux salariés de « première ligne », qui ont dû continuer à travailler en présentiel au plus fort de la pandémie, ils sont nombreux à être arrivés à bout de patience (Source: [The Challenges Posed By COVID-19 Pushed Many Workers to Strike. Will the Labor Movement See Sustained Interest? – https://time.com/5928528/frontline-workers-strikes-labor](https://time.com/5928528/frontline-workers-strikes-labor)). Ils ont aussi eu la démonstration éclatante que c'est leur « travail essentiel » qui permettait à l'économie et à la société de fonctionner, et que l'arrêter pouvait donc être un moyen de pression décisif. « Nous sommes irremplaçables et déterminées à poursuivre notre grève », déclare ainsi le syndicat représentant les 700 infirmières de l'hôpital St-Vincent, dans le Massachusetts, en grève depuis le 8 mars 2021. (Source: <https://action.massnurses.org/wp-content/uploads/2021/06/St.-Vincent-petition-06.pdf>)

C'était là une nouveauté intéressante de cette rentrée sociale à la sauce américaine : la revendication commune des trois plus importantes grèves sur le territoire américain : le refus du “two-tier pay system” ou système de rémunération à deux rangs. Selon ce système, les salariés sont divisés en deux « rangs » ne bénéficiant, à travail égal, ni de la même rémunération, ni des mêmes conditions de travail, ni, souvent, d'un même accès aux systèmes d'assurance maladie et retraite de l'entreprise. (Source: [What is the ‘two-tiered wage system’ fueling worker strikes? https://www.nbcnews.com/business/business-news/what-two-tiered-wage-system-fueling-worker-strikes-n1281938](https://www.nbcnews.com/business/business-news/what-two-tiered-wage-system-fueling-worker-strikes-n1281938))

Cette séparation se fait selon une clause d'antériorité, souvent appelée “clause du grand-père” : seuls les salariés les plus anciens au moment de la signature de l'accord se voient attribuer le rang le plus avantageux, les nouvelles embauches se faisant au rang 1, en des termes bien moins favorables. Cette stratégie managériale, utilisée dans le pays depuis des années, permet de réduire les coûts et de diviser les salariés d'une même entreprise, (source: [How two-tier unions turn workers against one another – https://www.washingtonpost.com/outlook/2018/08/30/how-two-tier-unions-turn-workers-against-each-other/](https://www.washingtonpost.com/outlook/2018/08/30/how-two-tier-unions-turn-workers-against-each-other/)) et les syndicats qui signent de tels accords sont souvent accusés de sacrifier les intérêts de leurs collègues les plus précaires au profit des privilèges de leurs membres. (Source: [Kaiser Permanente Employees May Strike Over Two-Tier Pay System – https://capitalandmain.com/kaiser-permanente-employees-may-strike-over-two-tier-pay-system](https://capitalandmain.com/kaiser-permanente-employees-may-strike-over-two-tier-pay-system)).

Des 1400 ouvriers de Kellogg's (Source : [Union reps say new pay structure is main reason for nationwide Kellogg's strike -https://www.wyvt.com/2021/10/05/union-reps-say-new-pay-structure-is-main-reason-nationwide-kellogg-strike](https://www.wyvt.com/2021/10/05/union-reps-say-new-pay-structure-is-main-reason-nationwide-kellogg-strike)) aux 10000 de chez John Deere (<https://www.npr.org/2021/10/16/1046164945/a-two-tier-wage-system-roiled-the-auto-industry-workers-today-say-no-way?t=1645181324089>) , en passant par les 24000 soignants de Kaiser Permanente (<https://news.bloomberglaw.com/daily-labor-report/kaiser-permanente-workers-rebel-against-two-tier-wage-system>) , ce sont ces travailleurs syndiqués, qui ont lancé la lutte contre ce système, à l'occasion du renouvellement de leur accord d'entreprise, se mobilisant pour défendre leurs collègues précarisés. Et qui, face à l'échec des négociations, avaient voté la grève.

La journaliste indépendante Mel Buer (<https://www.iheart.com/podcast/1119-it-could-happen-here-30717896/>) décrivait très bien l'ambiance sur les piquets de grève de Kelloggs « Je dirais qu'une grande majorité de ces grévistes, quelles que soient leurs convictions politiques, ont une conscience parfaitement claire de la position qu'ils occupent, en termes de conscience de classe. Et comprennent que c'est l'une des tactiques les plus efficaces dont ils disposent pour forcer la main [de leur direction] : ne pas leur donner leur travail. »

Les autres revendications : fin des heures supplémentaires imposées (pouvant atteindre, pour les ouvriers de rang 1 chez Kelloggs, les journées de 16 heures et les semaines de 7 jours), meilleures rémunérations ou encore augmentation des effectifs, sont plus classiques, mais témoignent bien des tensions sociales exacerbées par la pandémie.

Si le taux d'approbation des syndicats est cette année au plus haut depuis 1965, c'est l'aboutissement d'une tendance amorcée en 2016, selon l'Institut Gallup (<https://news.gallup.com/poll/354455/approval-labor-unions-highest-point-1965.aspx>) qui en mesure l'évolution depuis les années 30. Aujourd'hui, 68 % des Américains ont une opinion favorable des syndicats. Ils sont 90 % chez les Démocrates, contre 47 % chez les Républicains et 66 % chez les indépendants. C'est chez les 18-34 ans (77 %) et les ménages aux revenus les plus modestes (72 %), qu'on retrouve la plus forte approbation des syndicats. Et pour chacune de ces catégories, on constate une augmentation de plus de 20 points depuis 2001.

(Pour ne pas alourdir le texte vous trouverez ici la liste des grèves en octobre 2021 qui vous fera comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un "simple petit mouvement" (<https://medium.com/share-the-wealth/october-14-2021-a-complete-list-of-active-strikes-in-the-u-s-d9cc34c6c312>))